

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin_Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 15 \(15\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à François Dequenue, 23 janvier 1875](#)

Jean-Baptiste André Godin à François Dequenue, 23 janvier 1875

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

1 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (15)

Collation 1 p. (448v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à François Dequenue, 23 janvier 1875, consulté le 15/01/2026 sur la plate-forme EMAN : <https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/48007>

Copier

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [23 janvier 1875](#)

Lieu de rédaction 28, rue des Réservoirs, Versailles (Yvelines)

Destinataire [Dequenue, François \(1833-1915\)](#)

Lieu de destination Guise (Aisne)

Description

Résumé Godin attire l'attention de François Dequenue, président de la commission administrative du Familistère, sur les approvisionnements en allumettes chimiques du mois de décembre dernier, achetées au prix de 0,76 F le mille alors qu'on les vend 0,56 F le mille à Paris. Il explique qu'il a écrit à Blain-Mariolle de Saint-Quentin qui les a fournies mais que ceux-ci n'ont pas répondu. Godin estime que la

Compagnie des allumettes chimiques ne respecte pas la loi du 12 août 1872 selon laquelle il ne lui est pas possible de vendre les allumettes plus de 0,52 F le mille.
SupportLa copie de la lettre utilise le papier du registre orienté dans le format paysage ; le texte est copié sur deux colonnes, chacune correspondant à une page de la lettre.

Mots-clés

[Économie domestique](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Blain-Mariolle et fils](#)
- [Compagnie générale des allumettes chimiques](#)

Lieux cités[Saint-Quentin \(Aisne\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 07/07/2023

Dernière modification le 04/10/2023

Versailles 12 Janvier 77

Cher Monsieur Dequenne,

J'appelle votre attention,
ce que Président de la Com-
mission de réglementation du
Familistère, sur les appor-
tiements que l'on a fait
en Décembre dernier sur les
allumettes chimiques.

Ces allumettes
à raison de 70 centimes le
mille. Par conséquent, à Paris
où on les vend à 100 centimes,
ces allumettes se font payer
100 centimes.

J'ai écrit à M. M. Blain
Nicolle de 4 qu'ils ne
les ont fournies, mais ils
ne peuvent pas les faire.

répondre. La C^{ie} des
allumettes exerce ainsi une
pression au préjudice des
consommateurs, sur lesquels
je cherche des éclaircisse-
ments, car, avec l'ordonnance
de la loi du 11 Août 72
(la seule qui soit en vigueur
jusqu'à ce jour) la C^{ie} n'a
pas le droit de vendre les
allumettes au-dessus de
50 Le Kilogramme, ce
qui revient à peu près à
70 centimes le mille.

Ne me paraissant donc
plus qu'au Familistère
de s'opposer à la
d'allumettes sans contrôler
la loi.

Bien à vous

J. Dequenne